

**Relecture des politiques et des théories de l'inclusion sociale au
prisme de l'histoire
Cas d'étude : La ville de Reims (France)**

22e Colloque de la Relève VRM

Par

Liza Bouchebbah

Doctorat en études urbaines

Centre Urbanisation

Institut National de la Recherche Scientifique (INRS)

Sous la direction de Leslie Touré Kapo (INRS) et Benoît Dugua (Université
Champagne Ardenne)

liza.bouchebbah@inrs.ca

Problématique

Au cours des vingt dernières années, l'intégration des groupes d'immigrants est devenue le sujet central des discussions publiques et scientifiques sur l'immigration dans les pays post-industriels (Caldwell, 2009 ; Parsons, Smeeding, 2009 ; Meissner et al., 2006). L'exclusion sociale demeure un défi majeur, souvent associé à la pauvreté, la marginalité, l'inégalité raciale, l'immigration et le chômage (Abrahamson, 1995 ; Wacquant, 1995 ; Leonetti, 1994). Ce phénomène a inspiré des approches et des concepts variés. Plus récemment, l'approche par l'inclusion sociale introduit une nouvelle grille de lecture : non plus seulement intégrer (incorporer) un groupe minoritaire dans le groupe majoritaire, mais permettre à chacun de participer activement à la vie urbaine de manière équitable (Pradel, 2023). Ce changement s'accompagne de nouvelles attentes envers les politiques urbaines, qui visent désormais à concevoir des villes « inclusives », sensibles aux besoins spécifiques des personnes marginalisées – femmes, minorités ethniques et raciales, LGBTQIA+, personnes âgées ou en situation de précarité (Bellefeuille, 2016). Or, comme le souligne Tissot (2005), la création de nouveaux concepts ne suffit pas : il faut interroger leur traduction tangible dans les espaces urbains. Les travaux récents (Clément, Valegeas, 2017 ; Liang et al., 2022) montrent que le concept d'inclusion reste flou, morcelé, et parfois mal compris, ce qui rend difficile l'évaluation de ses effets concrets. La chercheuse Caroline Andrew a tenté d'en clarifier les contours à travers l'étude de la situation des femmes (Andrew, 1988 ; Whitzman et al., 2014) des classes populaires et des immigrés dans l'espace urbain (Andrew et al., 2008), mais peu de recherches articulent ces facteurs dans une approche systémique et transversale.

Pour explorer ces tensions, j'ai choisi la ville de Reims comme terrain d'étude. Ancienne cité industrielle, Reims s'est historiquement illustrée par des politiques de logement social ambitieuses dès le XIXe siècle, traduisant une volonté d'intégration à travers l'amélioration des conditions de vie ouvrière. Reims se distingue par une trajectoire sociale marquante, notamment en raison d'une forte présence de logements sociaux qui, bien qu'en déclin, restent significatifs. Leur proportion est passée de 42 % en 2010 à 34 % en 2021 (données INSEE, citées par Chacun son

lieu, 2021 n.d.) au-delà des seuils exigés par la loi SRU¹. Toutefois, Reims est marquée par une certaine ségrégation socio-spatiale, en particulier dans ses quartiers dits prioritaires (QPV)² : chômage persistant, enclavement, discriminations systémiques, fragmentation du tissu social (Selon les normes des QPV). Ce paradoxe – entre un engagement ancien en faveur du logement social et une réalité contemporaine d'exclusion – soulève des questions sur l'évolution des politiques urbaines, leur recentrage sur les classes aisées, et leurs effets sur les populations les plus vulnérables.

En s'appuyant sur ce cheminement de réflexion, ma problématique générale émerge : **Quelle a été l'évolution des politiques d'inclusion sociale dans l'histoire urbaine de la ville de Reims ?** Plusieurs axes de réflexions y découlent :

- L'inclusion s'inscrit-elle véritablement dans la réalité urbaine ou s'ajoute-elle aux concepts mythes prônés par les discours institutionnels ?
- Comment les questions du genre féminin, de classe et de l'ethnie sont-elles abordées dans les projets urbains rémois ?
- Comment le passé des villes post-industrielles influe-t-il sur les politiques et les théories de l'inclusion sociale ?

Hypothèse : Dans le contexte actuel, Reims semble s'éloigner progressivement de sa tradition historiquement ancrée dans le domaine social, une caractéristique qui a perduré depuis l'époque de l'industrialisation. Cette évolution se manifeste par un recentrage croissant des politiques urbaines vers une population aisée.

Méthodologie de la recherche

Dans le cadre de ce mémoire, j'ai adopté une approche multidimensionnelle et mixte. J'ai commencé par une revue théorique approfondie des concepts entourant l'inclusion sociale afin de poser les bases théoriques et conceptuelles de l'analyse. J'ai ensuite mené une lecture historique de l'urbanisme à Reims, en identifiant trois périodes structurantes : la période industrielle (cité-jardin Maison Blanche), les Trente Glorieuses (quartier Croix Rouge), et la période néolibérale contemporaine (ZAC de Bezannes). Pour chaque période, j'ai sélectionné un projet emblématique, que j'ai

¹Promulguée en décembre 2000, la loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain) a réformé le droit français de l'urbanisme et du logement, notamment en imposant un seuil de 20% de logements sociaux par commune (Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000).

²Les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) désignent des territoires défavorisés qui nécessitent des interventions ciblées, avec des financements alloués en priorité pour y réduire les inégalités sociales et territoriales.

analysé à travers trois dimensions clés : classe, genre et ethnicité³. L'inclusion a été analysée à partir de la documentation (données quantitatives de l'INSEE, rapports, archives, plans, discours institutionnels). Cette démarche m'a permis de comprendre comment les logiques inclusives étaient formulées, traduites spatialement et socialement à chaque période. J'ai ensuite confronté ces intentions initiales - des projets anciens - à l'évolution concrète des projets dans le présent, afin de mesurer les écarts entre les ambitions originelles et les réalités actuelles, en tenant compte des spécificités de chaque modèle urbain. Pour approfondir cette analyse, j'ai mené des entretiens semi-directifs avec trois acteurs impliqués dans la fabrication de la ville : un ancien élu de gauche engagé dans la politique de la ville, un technicien d'un bailleur social, et le directeur de l'Agence Urbanisme et Aménagement de Chalon de Champagne. L'objectif était de comprendre comment ces concepteurs pensent l'inclusion sociale dans leurs pratiques et discours. J'ai ensuite confronté ces représentations idéalisées à l'expérience vécue des habitants à l'ère contemporaine, recueillie sur le terrain grâce à des micros-trottoirs structurés autour d'une grille d'analyse⁴. Ces échanges m'ont permis de collecter des données portant sur leur situation résidentielle et professionnelle, leur sentiment de sécurité et bien être, le lien social dans le quartier ainsi que leur sentiment d'appartenance, en outre, leur inclusion dans l'espace urbain.

Résultats de la recherche

La ville de Reims est mise en scène par ses dirigeants comme une ville scintillante. Toutefois, derrière l'image brillante de Reims (champagne, patrimoine, culture), se cache une fracture sociale profonde : un quart de la population vit sous le seuil de pauvreté (INSEE, 2021), 34% des logements sont sociaux (INSEE, n.d), et les revenus moyens sont largement inférieurs à la moyenne nationale (INSEE, 2021). Un fossé persiste entre la ville rêvée et la réalité vécue.

L'évolution des politiques urbaines traduit un glissement des priorités. Historiquement, les politiques urbaines visaient à intégrer les classes populaires, notamment via les cités-jardins ou les grands ensembles d'après-guerre (Colin, 1976). Reims était alors

³ Mon intention initiale était de travailler plus précisément sur la question raciale, mais les réticences et les tabous autour du concept de « race » en France ont limité cette possibilité.

⁴ Pour chaque projet étudié, l'échantillon des micros-trottoirs comprend une dizaine de personnes, recrutées de manière aléatoire dans le quartier, avec une diversité de profils (genre, âge...).

portée par des acteurs privés engagés, comme Georges Charbonneaux, puis par des collectivités influencées par la gauche. Mais depuis les années 2000, les majorités de droite impulsent un tournant néolibéral : compétitivité, attractivité pour les classes aisées, et réduction du logement social (Coscia-Moranne, 2005).

Trois quartiers du sud-ouest rémois – Croix Rouge, Maison Blanche et la ZAC de Bezannes – offrent un aperçu contrasté de cette mutation.

Construite en 1921, la Cité-jardin Maison Blanche visait à inclure les classes ouvrières via l'accession à la propriété et un cadre de vie équilibré (Tellier, 2021). Mais derrière ce discours progressiste se cachaient des pratiques discriminatoires : exclusion des étrangers, favoritisme nataliste (Génin, 2015), stigmatisation des plus pauvres et isolement spatial du quartier (Coscia-Moranne, 2005). Aujourd'hui, Maison Blanche offre un visage plus harmonieux. Elle a su maintenir une certaine mixité sociale et fonctionnelle, notamment grâce à l'ajout de tours HLM dès 1954 (ibid) et à sa connexion avec des secteurs voisins plus attractifs. Un équilibre s'est installé entre propriétaires et locataires, et entre différents niveaux de revenus. Les habitants évoquent un respect mutuel malgré les différences, et une forme de cohésion de voisinage, même si les relations restent parfois superficielles.

Le quartier Croix-Rouge, grand ensemble né des Trente Glorieuses - période de construction rapide visant un logement décent pour tous - incarne une stratégie de « centralité de proximité » favorisant la mixité sociale et fonctionnelle (Gustiaux, 2016). D'abord perçus comme symboles du progrès remplaçant l'insalubrité par des logements modernes, ces ensembles se heurtent vite à des malfaçons, un isolement urbain et un déficit d'infrastructures. Transformés en « villes-dortoirs », ils deviennent objets de critiques (Dutheil Rabaté, Néagu, 2021), où la promiscuité génère à la fois liens et tensions (Chamboredon, Lemaire, 1970). À Croix-Rouge, la mixité initiale s'érode avec le départ des classes moyennes, laissant place à une concentration de populations précaires. Dans les années 1990, le quartier fait face à un chômage massif et à une forte présence de résidents d'origine non-européenne⁵ (Mer, 1994 ; INSEE). Des dispositifs d'aide à la scolarisation et à l'emploi sont alors mis en place (Mer, 1994). Aujourd'hui classé quartier prioritaire, Croix-Rouge est engagé dans un

⁵ L'absence de données officielles sur les appartenances ethniques m'a poussée à me baser sur les nationalités comme indicateur d'analyse, au risque parfois de confondre immigration et ethnicité.

programme de rénovation urbaine (INSEE, 2013). Si les équipements ont été renforcés, la mixité sociale s'est affaiblie, accentuant la précarisation du tissu local. Un point marquant reste la tension entre ethnies, souvent exacerbée par l'association entre immigration et délinquance, nourrissant peur, stéréotypes et divisions. Croix-Rouge oscille ainsi entre stigmatisation externe liée à la concentration de populations racisées, et fort sentiment d'appartenance exprimé par certains - révélant les paradoxes entre exclusion subie et résilience locale.

La ZAC de Bezannes incarne le quartier sélectif par excellence. Pensé après l'implantation de la gare TGV reliant Reims à Paris, il visait à attirer une élite professionnelle et entrepreneuriale parisienne (France 3, 2017). Dédié aux affaires et au tertiaire, ce quartier attire des actifs aisés, mais reste financièrement inaccessible pour la majorité des Rémois, malgré une faible part de logements sociaux (PLU de Bezannes, 2020). Les équipements publics et espaces de loisirs y sont rares, renforçant l'image d'un quartier pensé pour une minorité. Ce prétendu modèle d'inclusion apparaît fermé et exclusif. Majoritairement habité par des populations blanches - à la différence de Croix-Rouge - il est marqué par un entre-soi assumé. Certains résidents affirment ne pas vouloir être "mélangés" avec les habitants du quartier voisin, qualifiés de "sauvages", illustrant une stigmatisation forte et une fracture sociale visible.

Sur la question du genre, un même constat revient tout au long de l'analyse. Bien que les discriminations de genre dans l'accès au logement soient peu visibles selon les acteurs interrogés, le droit à l'espace reste inégal entre hommes et femmes. Les espaces urbains sont encore façonnés par des structures patriarcales qui limitent les mouvements - pour des questions de sécurité - et usages féminins. Malgré certaines initiatives, les normes masculines dominantes continuent de restreindre une véritable inclusion sociale des femmes dans l'espace urbain.

Malgré l'urgence sociale, les politiques rémoises misent sur l'attractivité économique. La baisse du logement social et des projets comme Bezannes traduisent une volonté de séduire une population plus aisée. Or, comme le rappelle le directeur de l'Urbanisme et Aménagement, une ville inclusive suppose une mixité sociale et fonctionnelle durable. À Reims, ce principe s'effrite au profit d'un récit officiel d'inclusion de plus en plus creux, que contredit l'expérience des habitants.

Bibliographie

Abrahamson, P. et Hansen, F.K (1995), *Pauvreté dans l'Union Européenne*, Rapport du Parlement Européen N° 165.396, Luxembourg

Andrew, C., & Milroy, B. M. (Eds.). (1988). *Life spaces: Gender, household, employment*. Vancouver: UBC Press.

Andrew, C., Biles, J., Siemiatycki, M., & Tolley, E. (Eds.). (2008). *Electing a diverse Canada: The representation of immigrants, minorities, and women*. Vancouver: UBC Press.

Bellefeuille, D. (2016). *La ville inclusive : Défis et perspectives*. *Revue internationale de politique urbaine*, 22(4), 56-72.

Caldwell, C. (2009). *Reflections on the Revolution in Europe: Immigration, Islam, and the West*. Doubleday.

Chacun son lieu. (2021). *HLM et logements sociaux à Reims*. Consulté sur : <https://www.chacunsonlieu.fr/villes-et-quartiers/statistiques/grand-est/marne-51/reims-51100/hlm-et-logements-sociaux/>

Chamboredon, J.-C., & Lemaire, M. (1970). *Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement*. *Revue Française de Sociologie*, 11(1), 3–33. <https://doi.org/10.2307/3320131>.

Clément, G., & Valegeas, F. (2017). *De quoi la «ville inclusive» est-elle le nom? Exploration d'un concept émergent à partir de discours scientifiques et opérationnels*. *Métropoles*, (20).

Colin, G. (1976). *Reims. Étude d'une croissance urbaine*. *Travaux de l'Institut Géographique de Reims*, 25, 3–88. <https://doi.org/10.3406/tigr.1976.1010>

Coscia-Moranne, A. (2005). *Reims, un laboratoire pour l'habitat : Des cités jardins aux quartiers jardins*.

France 3 Régions. (2017). *TGV : Reims profite des retombées économiques*. <https://france3-regions.francetvinfo.fr/grand-est/marne/reims/tgv-reims-profite-retombees-economiques-1267311.html>

Génin, É. (2015). *La conception des cités-jardins à la française : trois études de cas à Reims*. *Sciences de l'Homme et Société*

Grand Reims. (2020). *Rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme de Bezannes*.

https://www.grandreims.fr/fileadmin/grandreims/MEDIA/Les_competences/Urbanisme/Bezannes/Bezannes_PLU_13-02-

[2020/RAPPORT DE PRESENTATION/51058 Rapport de presentation 2020021 3.pdf](#)

Gustiaux, R. (2016). L'empreinte de la Grande Guerre sur le logement social en France (1912- 1928). *Revue d'histoire de la protection sociale*, 1(1), 88-109. <https://doi.org/10.3917/rhps.009.0088>

Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). (2013). Les quartiers prioritaires des villes de Champagne-Ardenne – Une forte diversité des situations de précarité (Insee Flash Champagne-Ardenne n° 169). <https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/1290978/IF169.pdf>

Institut national de la statistique et des études économiques. (2024, 19 juillet). Revenus et pauvreté des ménages en 2021 – Commune de Reims (51454). <https://www.insee.fr/fr/statistiques/7758831?geo=COM-51454>

Leonetti, L. (1994). Immigration et exclusion sociale : une analyse des enjeux. *Revue européenne des migrations internationales*, 10(3), 95-112.

Liang, D., De Jong, M., Schraven, D., & Wang, L. (2022). Mapping key features and dimensions of the inclusive city: A systematic bibliometric analysis and literature study. *International Journal of Sustainable Development & World Ecology*, 29(1), 60–79. <https://doi.org/10.1080/13504509.2021.1911873>

Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (1). Légifrance. Récupéré de <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000000207538>

Meissner, D., Meyers, D., Papademetriou, D. G., & Fix, M. (2006). *Immigrants and Integration: The Impact of Immigration on the United States and Its Response*. Migration Policy Institute.

Mer, B. (1994). *Le développement social du quartier Croix-Rouge : Bilan et perspectives d'une politique globale et concertée*

Parsons, C. A., & Smeeding, T. M. (Eds.). (2006). *Immigration and the Transformation of Europe*. Cambridge: Cambridge University Press.

Pauline Dutheil Rabaté, Alexandre Néagu. (2021). *Nos logements, des lieux à ménager. Étude sur la qualité d'usage des logements collectifs construits en Ile de-France entre 2000 et 2020*, IDEHAL Recherche.

Pradel, B. (2023). *L'urbanisme inclusif : Théories et pratiques pour un espace urbain accessible à tous*. Éditions de l'Harmattan.

Tellier, J. (2021). *La cité-jardin en France, l'exemple rémois*

Tissot, S (2005). Les sociologues et la banlieue : construction savante du problème des « quartiers sensibles » *Genèses*, 2005/3 no 60. pp. 57-75. <https://doi.org/10.3917/gen.060.0057>.

Wacquant, L. (1995). The New Urban Marginality in the Dual Metropolis. *Revue française de sociologie*, 36(4), 465-478.

Whitzman, C., Andrew, C., & Viswanath, K. (2014). *Building Inclusive Cities: Women's Safety and the Right to the City*. Routledge.